

DÉSINDEXATION DES RETRAITES C'EST NON !

Lire en page 4

HÔPITAL DE LANGRES ENFIN UNE SAGE DÉCISION

En communiquant ensemble sur l'avenir de la chirurgie à Langres, Théo Caviezel, Sophie Delong et Benjamin Lambert ouvrent un nouveau chapitre dans le cadre de la réorganisation sanitaire centre sud Haute Marne (Jhm 18 août). La proposition commune est de maintenir un pôle de chirurgie ambulatoire dans des bâtiments, rue de la Charité, en lien avec la construction neuve de la BSMat, projet soutenu également par la communauté de commune des Savoir-Faire. Cette avancée, bien que tardive, est de taille. Le problème de l'abandon de la chirurgie sur Langres avait été souligné dès les propositions du Ségur par notre syndicat, entre autres, mais occulté par l'acharnement des partisans d'un projet à Rolampont, Égalité Santé en tête, et la récupération politique, démagogique et stérile du RN, promettant pour 2027 l'annulation du projet de construction sur Langres.

En s'affranchissant du carcan politique et médical voué au secteur privé, les nouveaux élus, dans l'unité, font la proposition à l'ARS d'améliorer ce qui est parti dans le cadre de la nouvelle construction en maintenant un service de chirurgie qui a fait ses preuves avec des professionnels reconnus. Cette position, un peu tardive, mais positive et constructive rencontre un soutien mitigé des élus et acteurs de santé du territoire. On passe d'une hostilité affirmée d'Égalité Santé toujours archiboutée de façon chronique à Rolampont, d'une sorte d'indifférence hypocrite de l'association d'usagers et de professionnels, à un repli sur les compétences des territoires excluant la santé ou à un timide soutien peu convaincant. On est loin du grand mouvement qui aurait pu porter cette revendication réaliste.

La proposition des élus langrois, dans l'unité, est responsable et semble dictée par l'intérêt commun. La balle est maintenant dans le camp de l'ARS. Dans la mesure où le financement de la chirurgie ambulatoire entre dans le budget alloué, que son maintien apporte un service de qualité et de proximité nécessaire, on ne comprendrait pas son rejet.

Louis Laprade

**GAZA STOP
GÉNOCIDE
SAMEDI 22 AOÛT 2026
11H CHAUMONT
PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE**

**Incendies, le gouvernement
s'est encore grillé** PAGE 2

**Clos Dormoy : des habitants
inquiets** PAGE 2

**La Palestine nous rend
visite** PAGE 3

**IA et IR, le mariage des
pires** PAGE 3

**INFOS: la fraude fiscale attendra
Hausse du chômage** PAGE 3

Loi urgence agricole PAGE 4

LE DESSIN DE SILVESTRE



Incendies : le gouvernement s'est encore grillé

Avec le réchauffement climatique, les catastrophes s'abattent toujours plus sur le pays. Le nombre et la puissance des tempêtes, inondations et incendies s'accroît d'année en année.

Donne-t-on pour autant plus de moyens humains et matériels aux services chargés de nous secourir ? Certainement pas ! Pire : on néglige de renouveler le matériel vieillissant, de sorte qu'en réalité les capacités d'intervention diminuent. Et pire encore : l'an dernier Gabriel Attal (ancien Premier ministre et potentiel candidat à la présidentielle) a signé un décret limitant le budget de la sécurité civile. Il a ainsi annulé la commande de deux avions pour combattre les feux de forêts.

La France possède 12 canadairs (à titre de comparaison, l'Italie en a 18), mais ils sont tellement vieux qu'ils nécessitent toujours d'importants travaux de maintenance. Si bien que fin juillet, au plus fort des incendies, seuls 5 étaient réellement disponibles. C'est le commandant Prats, chef du groupement de Canadair qui le dit. Il a même ajouté sur France Info que leurs interventions ont été particulièrement inefficaces.

La France a pourtant mis au point un système envié de lutte contre les débuts d'incendies de forêts. Le problème, c'est qu'on n'est plus capable de le faire fonctionner. Autrement dit : si on avait disposé des moyens prévus, la plupart des méga-feux de cet été n'auraient pas existé.

Ça n'a pas empêché les membres du gouvernement de déclarer partout qu'il n'y avait eu aucun problème de moyens. C'en était trop pour les pompiers qui se sont mis en grève. Or, devant leurs représentants, en réunion privée, Laurent Nunez a avoué : *« Nous, on est aussi des politiques. Moi, je suis aussi ministre de l'intérieur, certes ancien préfet, très haut fonctionnaire dans ma tête, mais je suis aussi un politique. Quand vous avez des opposants qui disent qu'il n'y a pas assez de moyens aériens, c'est normal qu'on ait une posture ».*

La déclaration a été enregistrée par des syndicalistes et transmise à Médiapart.

Dans les réactions suivantes du gouvernement on a alors pu retrouver un des grands moments de démocratie dont nous a habitué la macronie. En gros : les pompiers n'avaient pas le droit d'enregistrer le ministre et Médiapart s'est rendu coupable de recel en utilisant cet enregistrement. Circulez, il n'y a rien à voir !

Face aux enjeux terribles qui se présentent avec urgence à nos sociétés, il serait irresponsable de vouloir faire encore confiance à de pareils guignols.

Lionel Thomassin

Palestine au cœur

À l'invitation de l'association Palestine Libre Haute-Marne une troupe de danseurs palestiniens de Bethléem se sont produits cette semaine dans notre département dans le cadre du Festival One Planet - One People qui se tient au centre Lothlorien à Foulain. Pour des raisons de parution nous n'avons pu annoncer cette initiative culturelle qui s'inscrit dans l'action de solidarité avec le peuple palestinien.

Il est encore possible d'aller à la rencontre de ces artistes talentueux (trois femmes et trois hommes). Avant leur départ, ils nous donnent rendez-vous samedi 22 août à 11 h place de l'Hôtel de Ville à Chaumont



Notre photo : les danseurs palestiniens au centre Lothlorien à Foulain. Au centre, Françoise et Dominique Bellamy de l'Association Palestine Libre Haute-Marne

Clos Dormoy Paroles d'habitants, vent debout contre le projet Mistral

Le futur maire de Chaumont avait annoncé, lors de la campagne des municipales, ne pas être en accord avec le projet Mistral et être conscient que cela priverait les habitants du Clos Dormoy de leur espace vert. Il s'était engagé à abandonner ce projet et proposait de faire un échange de terrain avec la ville.

Dans l'attente du prochain conseil d'administration de Chaumont Habitat, une récente rencontre avec le maire n'a pas rassuré l'association du Clos Dormoy. Elle a décidé de faire appel contre le permis de construire qui a été accordé.

Toujours « vent debout » contre le projet Mistral, les habitants du quartier ne veulent "pas de construction sur ce terrain, pas de béton, mais des arbres et des espaces verts pour plus de fraîcheur, pour tout le monde ». Ils refusent la construction de nouveaux logements car « il y en a déjà plein de vides dans les quartiers Pagnol et Valéry, en rez-de-chaussée et accessibles ». Ils veulent que l'on « respecte les locataires qui paient aussi des charges pour l'entretien des espaces extérieurs laissés en friche tout l'été avec le risque d'incendie ». Un locataire se demande « où est la fameuse navette qui devait passer, j'ai 85 ans, me déplace difficilement, il n'y a souvent pas de banc ni d'abri de bus, c'est compliqué. Merci à l'association de nous aider ». D'autres disent que « nos élus n'ont vraiment aucune parole » et se demandent pourquoi s'acharner à vouloir construire ici ? Ou encore « je suis écoeurée, vraiment. Ça me donne envie de pleurer. Qu'est-ce qu'on fait en cœur de ville ? C'est vraiment n'importe quoi ! Qu'ils fassent déjà revivre le centre-ville, qu'ils remettent des bus, entretiennent notre espace vert dont ont besoin petits et grands et fassent l'échange de terrain avec la ville, comme promis. J'ai la triste impression de voir se répéter les mensonges des élus, dont Mme Guillemy, qui nous assurait qu'il n'y avait aucun projet en cours ».

PS : Débroussailleuses et tondeuses de Chaumont Habitat sont sur le terrain mardi 18 août. Le courrier envoyé au bailleur, au maire et au préfet signalant la dangerosité de ce terrain laissé en friche en cette période de sécheresse a-t-elle enfin convaincu les décideurs ?

Marie-Rose Patelli

Hausse du chômage : Sébastien Lecornu défend l'indéfendable

Nous voilà bien loin des promesses de plein emploi avancées par Macron en 2017 et en 2022. Les données publiées le 7 août dernier par l'Insee sont alarmantes : [le chômage atteint 8,3 %](#), soit 0,2 point de plus qu'au premier trimestre 2026. Le plus haut niveau depuis l'automne 2020 au beau milieu de la crise du Covid....

Les tentatives du Premier ministre Lecornu pour justifier, voire défendre, le bilan du gouvernement en matière d'emploi apparaissent grotesques. D'ailleurs, deux de ses prédécesseurs à Matignon - Édouard Philippe et Élisabeth Borne - tirent également à boulets rouges sur ce bilan, auquel ils ont plus que contribué.

Comme l'a souligné le député écologiste Charles Fournier « *Bien sûr, il y a un élément conjoncturel, mais c'est surtout structurel : quand on choisit l'État-providence pour les entreprises et plus pour les gens* », notant également que les aides aux entreprises n'ont pas fait reculer le chômage.

Le sénateur communiste Fabien Gay (par ailleurs directeur de *l'Humanité*) dénonce lui aussi l'inefficacité [des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises](#).

Pour le député insoumis Carlos Martens Bilongo, ces chiffres démontrent la faillite des réformes ultralibérales de l'assurance chômage et des retraites : il ne suffit pas de « *traverser la rue* » pour trouver un emploi. (*Journal l'Humanité*)

Loi anti-fraude : Les allocataires d'abord, la fraude fiscale attendra

La loi anti-fraude aux finances publiques, adoptée le 7 avril 2026, n'est en fait qu'un rideau de fumée. Il y a bien deux poids deux mesures. C'est ce que confirme l'analyse faite par le site ELUCID (LES CRISES) Sans surprise, c'est la fraude sociale, pourtant la moins coûteuse pour les finances publiques, qui concentre l'essentiel de l'attention du Parlement.

Les fraudes les plus massives, celles qui requièrent avocats fiscalistes, sociétés-écrans et juridictions étrangères, bénéficient de l'inattention bienveillante du législateur. À l'inverse, les fraudes les plus modestes, détectables par un algorithme de la CAF ou de France Travail, sont les principales cibles du nouvel arsenal coercitif. Site Elucid <https://elucid.media/analyse-graphique/loi-anti-fraude-les-allocataires-d-abord-la->

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

Merci à Arlette, Chantal, Jean-Michel, Daniel, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Aline, Olivier, Aurore et Éric, Gérard, Lionel, Christian, Anne-Marie, Francis et Christine, Liliane, Claire, Marinette, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Ludmilla, Michèle, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Josiane, Hervé, Josiane, Jean-Jules, Annick, Nathalie, Patrice, Dominique, Pierre, Richard, Sylvie, Jean-François, Christophe, Jeanne, Gillette et Jean-Claude, Jean-Pierre, Alain, Jean-Louis, Maurice, Anne, Patricia, Agnès, Jorge, Luc, Claudine, Colette, Christian et Marie-Claude, Marylène, Gisèle, André et Josette, Josette, Marie-Thérèse, Marie-Christine, Olivier, Jean-Luc, Margaret, Ludmila, Élise, Xavier, Jeannette, Séverine, Francis, François, Yvette, Jean-Marie, Claude, Jean-Claude, Évelyne, Abdel, Jacques, Jean, Patricia, Christine, Marie-Thérèse, Nicole, Frédérique, Florent, Michel, Rachel, Mireille, Denis, Benoît et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom :Prénom :

Verse.....euros

Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraité·es de Chaumont

IA et IR, le mariage des pires

Pas une journée sans que l'intelligence artificielle ne soit au menu de nos occupations, préoccupations, échanges, outils du quotidien. On peut s'émerveiller de sa puissance et de ses possibilités qui semblent immenses. Mais on sent bien aussi que le danger rôde. Un risque sournois tapi dans les méandres obscurs de ses origines, de ses instigateurs, de ses actionnaires, de ses louangeurs.

Il n'est pas besoin d'analyses trop sophistiquées, ni d'IA, pour débusquer les guerriers et ce qui se cache dans ce cheval de Troie : l'internationale réactionnaire.

Comme dans l'Odyssée, l'emballage est fantastique et nous le laissons prendre place au cœur de nos vies avec la fascination des nouveaux convertis.

Les milliardaires américains à la manœuvre dans le développement et le déploiement de ces technologies aident et promeuvent tous les réactionnaires de la planète afin de maximiser leurs rentes, assouvir leur cupidité, s'ancrer dans la société.

L'internationale réactionnaire (IR), qui détruit la planète avec obstination, programme maintenant l'IA pour en faire le moteur cauchemardesque de sa domination en infusant dans les arcanes du pouvoir et du discernement. Ses manipulations visent à mettre en pièces nos résistances, nos libertés, notre créativité, la beauté et la simplicité de nos vies.

Loïs Darien

A cartoon illustration by Depressal. It depicts two firefighters in a room filled with smoke and fire. One firefighter, wearing a red helmet and holding a hose, says, "NE GASPILÉZ PAS CETTE EAU SI PRÉCIEUSE..." (Don't waste this precious water...). The other firefighter, wearing a blue helmet and holding a small cup, replies, "NOUS EN AVONS BESOIN POUR NOS MEGA DATA CENTERS!" (We need it for our mega data centers!). The scene is a satirical take on the environmental impact of artificial intelligence.

Désindexation des retraites, c'est NON !

À l'approche des discussions budgétaires pour 2027, le gouvernement menace à nouveau de limiter l'indexation des pensions des retraité·es sur l'inflation pour faire des économies. Il dit commencer par les pensions « les plus hautes », c'est-à-dire celles situées au-dessus de la moyenne, déjà basse.

C'est une très mauvaise idée car on commence par un certain niveau et on finit par appliquer la mesure à tout le monde. Il veut ainsi éviter à tout prix d'aller chercher l'argent dans les caisses du patronat et des grandes fortunes. Au lieu de faire les poches des retraité·es, le gouvernement devrait mettre fin aux exonérations et exemptions de cotisations dites « patronales » qui font perdre des recettes considérables au système solidaire de Sécurité sociale. De longue date, les gouvernements successifs ont cherché par tous les moyens à diminuer les ressources des retraité·es.

Dans un premier temps, les retraites ont été indexées sur les salaires.

Chaque augmentation de salaire ou revalorisation de carrière avait une incidence sur les retraites. Pour faire des économies, le gouvernement est passé à l'indexation des retraites sur l'inflation. Désormais, il se met en défaut sur une décision qu'il a lui-même prise en refusant d'appliquer cette règle.

Plutôt que d'agiter la menace de la dette, le gouvernement doit arrêter la distribution d'aides aux grandes entreprises, attribuées sans aucune contrepartie. Il faut que les mieux lotis fassent des efforts, donc rétablir l'ISF et taxer les plus fortunés.

Ce ne sont pas les coupes budgétaires dans les services publics ou le gel du point d'indice et des pensions qui rempliront les caisses publiques. S'attaquer au pouvoir d'achat des retraité·es conduira à réduire leur consommation, donc la croissance de notre pays.

N'oublions pas que nos retraites ne sont pas un cadeau que l'on fait aux retraité·es. Elles et ils ont cotisé de longues années pour pouvoir en bénéficier.

Syndicat CGT des retraité·es de Chaumont

Le Conseil constitutionnel valide la loi d'urgence agricole !

Le Conseil constitutionnel a donc validé la presque totalité de la très controversée loi d'urgence agricole, qui autorise la réintroduction de l'acétamipride et du flupyradifurone – à deux réserves près – au nom de « l'intérêt général » ! Comme si le recours à ces poisons était sans danger pour les humains et les écosystèmes. Même logique concernant la gestion de l'eau. [La loi d'urgence agricole](#), supervisée par les lobbyistes de l'agriculture intensive, facilitera le stockage de l'eau et l'accaparement de l'irrigation par une minorité au détriment d'une répartition juste et équitable, alors que la France a soif.

La décision des « sages » est un bras d'honneur à l'incroyable mobilisation citoyenne contre la loi Duplomb. Le texte qui entrera en vigueur n'apportera pas de solutions pérennes aux souffrances du monde paysan, qui ne subit pas seulement les répercussions du dérèglement climatique. Il pâtit de choix politiques qui font la part belle aux syndicats et mastodontes du modèle intensif.

Le premier ministre se gargarise du travail de l'exécutif, après la gestion calamiteuse des mégafeux et l'image déplorable que renvoie le [président des riches sur son jet-ski](#). Il promet des mesures à la hauteur de l'époque sinistreuse que nous vivons. Mais le flou est son royaume. Pas l'ombre d'une planification à moyen et à long terme pour atténuer les impacts d'une crise climatique systémique. Le cadre de la discussion sur le budget 2027 à l'automne est, en revanche, posé. Comme un jour sans fin, le gouvernement n'a que le mot austérité à la bouche. L'opération com de Matignon ne fera pas long feu.

[Cathy Dos Santos](#) Journaliste à l'Humanité

EXPO D'OCTOBRE

VISAGES & PAYSAGES
PEINTURES

FRANÇOISE
DINVILLE

SAMEDI 3 &
DIMANCHE 4 OCTOBRE 2026
de 10 h à 19 h

VERNISSAGE
VENDREDI 2 OCTOBRE 2026
18H30

MAISON DES CARMÉLITES
83, RUE VICTOIRE DE LA MARNE
52000 CHAUMONT



FRANÇOISE DINVILLE

« Ses portraits peuvent paraître difformes ; ils sont en réalité très aiguisés, révélateurs d'émotions, de désirs et de peurs humaines. Sur les tableaux, les traits des yeux captent souvent l'attention tant les regards sont puissants, mais les toiles de Françoise Dinville ne se résument pas à cela. Loin s'en faut. Elle sont souvent un foisonnement de détails, de lignes, de courbes, un entremêlement de techniques artistique... »

Journal du Syndicat CGT des retraité·es de Chaumont 24 av. du Général Leclerc 52000 Chaumont Tél : 06 79 61 00 78

<https://cgtretraites-chaumont.fr> <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Imprimé avec l'argent des cotisations syndicales et les dons des lecteurs N° 492 - SAMEDI 22 AOÛT 2026

Une : RETRAITÉS-MALTRAITÉS, ARRÊTONS DE LES TAXER, affiche de l'UCR-CGT

